



Mission régionale d'autorité environnementale

**Grand Est**

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale  
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement  
de la commune de Choiseul (52)**

n°MRAe 2022DKGE29

## La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août et 21 septembre 2020, ainsi que des 11 mars et 23 novembre 2021 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1<sup>er</sup> octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 24 janvier 2022 et déposée par la commune de Choiseul (52), relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de ladite commune ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 25 janvier 2022 ;

Vu la contribution de la Direction départementale des territoires (DDT) de la Haute-Marne du 21 février 2022 ;

Considérant :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune de Choiseul (52), dont la population en 2018 s'élevait à 78 habitants selon l'INSEE ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Choiseul ;
- l'absence de document d'urbanisme spécifique à la commune, un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) étant en cours d'élaboration sur la communauté de communes du Grand Langres ;
- l'existence sur l'ensemble du territoire communal d'un site Natura 2000, directive oiseau, nommé « Bassigny » ;

Observant que :

- par délibération du conseil municipal du 14 janvier 2022, la commune, dont la population est en diminution, a fait le choix de **l'assainissement collectif sur l'ensemble du village** après une étude technico-économique de type schéma directeur comportant 4 scénarios ; 1 ferme située au nord-est, est cependant placée en assainissement non collectif du fait de son éloignement ;

- le projet de zonage ne porte que sur l'assainissement des eaux usées, en ne tenant pas spécifiquement compte de la collecte des eaux pluviales et de ruissellement, aucun problème d'eau pluvial n'ayant été détecté ;
- la commune dispose actuellement d'un réseau de type unitaire desservant l'ouest de la commune, relié à une Station de traitement des eaux usées (STEU) communale d'une capacité nominale de 155 Équivalents–Habitants (EH), dont l'exutoire est le ruisseau de Soilleron, affluent de la Meuse ; la masse d'eau réceptrice des effluents (Meuse 1) est jugée en état écologique médiocre et en mauvais état chimique ;
- cette STEU apparaît conforme en équipement et en performance, au 31 décembre 2020 selon la contribution de la DDT ;
- les études de schéma directeur d'assainissement et de zonage d'assainissement :
  - ont relevé un certain nombre de problèmes liés notamment au mauvais état du réseau d'assainissement existant, au branchement de fosses septiques sur le réseau et à la présence importante d'eaux claires parasites (diagnostic de 2004) ;
  - recommandent de mettre en place un réseau séparatif sur l'ensemble de la commune (zonage de 2021) ;

***Recommandant de mettre à jour le diagnostic du réseau d'assainissement, notamment sur la partie ouest du village, afin de déterminer la nécessité de mettre ou non en place un réseau séparatif dans cette commune concernée par un site Natura 2000 ;***

- la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC), exercée par la communauté de communes du Grand Langres, est confiée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, à la communauté de communes Auberive Vingeanne et Montsaugonnais qui assure ainsi pour le compte du Grand Langres le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;

***Recommandant de réaliser les contrôles des différentes filières d'assainissement pour les constructions placées en assainissement non collectif puis d'évaluer l'impact sur la santé et l'environnement des dispositifs d'assainissement autonome non conformes ;***

**Rappelant, en cas d'impact avéré des dispositifs d'assainissement non collectif sur la santé ou l'environnement, que ces installations doivent être mises en conformité sous délais courts ;**

**conclut :**

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune de Choiseul, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations et du rappel**, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Choiseul n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

**et décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Choiseul (52) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

**Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

**Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 2 mars 2022

Le président de la Mission régionale d'autorité  
environnementale,  
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

Voies et délais de recours
----------------------------

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est  
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

**RECOURS GRACIEUX**

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001  
67050 STRASBOURG CEDEX**

[mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## 2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.